

Pour un nouvel article portant spécifiquement sur la science et l'Université dans la Constitution luxembourgeoise

Prof. Dr. Luc Heuschling
Université du Luxembourg
Luc.heuschling@uni.lu

15 octobre 2015

A l'heure où le Luxembourg s'est doté d'une Université – dont l'excellence vient d'être reconnue, après seulement 12 ans d'existence, par le récent classement mondial des universités 2015-2016 établi par le *Times Higher Education*¹ –, se pose la question de savoir si, en matière constitutionnelle, la proposition de refonte de la Constitution luxembourgeoise a identifié et relevé de manière adéquate les défis posés par l'existence et le rôle à jouer par l'Université du Luxembourg au sein de la société luxembourgeoise. Le cadre constitutionnel nécessaire pour garantir l'essor de l'Université et, plus généralement, de la société de la connaissance au cours du XXI^e siècle est-il posé ?

Jusqu'ici la Constitution luxembourgeoise n'avait pas à traiter cette question, faute d'une université sur le sol luxembourgeois. Le seul défi était d'organiser, à la fin de l'école secondaire, le départ des étudiants luxembourgeois à l'étranger, de leur assurer un certain soutien financier et de reconnaître, au retour, leurs diplômes étrangers. C'est l'objet de l'actuel article 23 de la Constitution de 1868. Cet article énonce d'abord des règles relatives à l'enseignement primaire et secondaire, avant de formuler, dans le sillage de ces dispositions, quelques normes relatives aux études universitaires à l'étranger (al. 3 et 4). L'alinéa 3 *in fine*, relatif à l'obligation d'un système d'aides financières en faveur des élèves et étudiants, est d'ailleurs une spécificité luxembourgeoise qui n'a pas, à ma connaissance, d'équivalent dans les textes constitutionnels des autres démocraties occidentales.

Article 23 Const. Luxembourg 1868, version actuelle :

L'État veille à l'organisation de l'instruction primaire, qui sera obligatoire et gratuite et dont l'accès doit être garanti à toute personne habitant le Grand-Duché. L'assistance médicale et sociale sera réglée par la loi.

Il crée des établissements d'instruction moyenne gratuite et les cours d'enseignement supérieur nécessaires.

La loi détermine les moyens de subvenir à l'instruction publique ainsi que les conditions de surveillance par le Gouvernement et les communes ; elle règle pour le surplus tout ce qui est relatif à l'enseignement et prévoit, selon des critères qu'elle détermine, un système d'aides financières en faveur des élèves et étudiants.

Chacun est libre de faire ses études dans le Grand-Duché ou à l'étranger et de fréquenter les universités de son choix, sauf les dispositions de la loi sur les conditions d'admission aux emplois et à l'exercice de certaines professions.

¹ L'Université du Luxembourg a obtenu la 193^e place dans le classement général mondial, devant certaines universités étrangères bien plus anciennes et prestigieuses. Elle est 2^e université dans le monde pour le seul critère de l'internationalisation. https://www.timeshighereducation.com/world-university-rankings/2016/world-ranking?gclid=CL-ws_blxMgCFaoBwwodAVUG8Q#!/page/0/length/25

Quant au texte de la nouvelle proposition de Constitution, il se contente pour l'instant d'abroger certaines normes de ce système (en particulier l'obligation constitutionnelle imposant au législateur de soutenir financièrement les élèves et étudiants), mais ne s'interroge pas suffisamment, de manière constructive et prospective, sur les principes constitutionnels à reconnaître au vu de la nouvelle donne.

La proposition de nouvelle Constitution (juin 2015) n'aborde, de manière directe, l'enseignement supérieur qu'à travers son article 33.

Article 33 de la Proposition de nouvelle Constitution (juin 2015) :

- (1) Toute personne a droit à l'éducation.
- (2) L'Etat organise l'enseignement et en garantit l'accès. La durée de l'enseignement obligatoire est déterminée par la loi. L'enseignement public fondamental et secondaire est gratuit.
- (3) La liberté de l'enseignement s'exerce dans le respect des valeurs d'une société démocratique fondée sur les droits fondamentaux et les libertés publiques. L'intervention de l'Etat dans l'enseignement privé est déterminée par la loi.
- (4) Toute personne est libre de faire ses études au Luxembourg ou à l'étranger, sous réserve des conditions légales et de la reconnaissance des diplômes selon les conditions déterminées par la loi.

A plusieurs endroits (§ 1, § 2 première phrase, § 3 première phrase et même le § 4²), cet article traite *de manière indifférenciée* à la fois l'enseignement primaire et secondaire et l'enseignement supérieur. Or c'est ignorer les spécificités d'une université qui n'est pas assimilable ni à un lycée ni, *a fortiori*, à une simple école. Ces spécificités sont, à l'inverse, admises par la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg. Mais, de par leur valeur simplement légale, ces spécificités risquent de pâtir de l'éventuelle adoption de l'article 33 en l'état. Ce serait une régression regrettable. Les critiques que l'on peut émettre se situent à trois niveaux, *in crescendo*.

- Premièrement, l'égalité d'accès (§ 1 et § 2 première phrase de l'art. 33) risque de mettre à mal le principe du *numerus clausus*, explicitement consacré dans la loi du 12 août 2003 (art. 12 § 5).
- Deuxièmement, le texte de l'art. 33 consacre, certes, la liberté de l'enseignement, mais quelle est l'étendue de cette liberté d'enseignement si on présuppose (comme le suggère le libellé de ce paragraphe) qu'il s'agit de la même liberté à la fois pour l'enseignement primaire et secondaire et pour l'enseignement supérieur ? Parler de « liberté d'enseignement », à propos des écoles et lycées, est d'ailleurs une innovation constitutionnelle (l'actuel art. 23 Const. 1868 parle, à leur sujet, surtout des « conditions de surveillance par le gouvernement et les communes »). L'article 33 ne reflète pas la liberté bien plus étendue dont jouit déjà à l'heure actuelle, en vertu de l'article 1 al. 2 de la Loi du 12 août 2003, l'Université du Luxembourg sur le plan pédagogique, scientifique, administratif et financier, en comparaison aux lycées et écoles. Les professeurs de lycée peuvent, certes, définir librement leur méthode d'enseignement en cours, mais le

² Ce § 4 s'inspire de l'actuel alinéa 4 de l'art. 23 Const. de 1868. Il y a toutefois une nette différence : alors que l'art. 23 al. 4 Const. 1868 évoque le seul enseignement supérieur (il y est question du choix de chacun de « fréquenter les universités de son choix »), l'art. 33 § 4 de la proposition de nouvelle Constitution évoque, de manière plus générale et vague, des « études », ce qui est de nature à englober l'enseignement primaire et secondaire.

programme est fixé par le ministère. Son application est vérifiée par des inspecteurs. Or, dans l'université, c'est l'enseignant (qui est aussi un chercheur, à la différence des enseignants du secondaire) qui définit le contenu du cours. Ainsi, l'enseignement universitaire peut s'appuyer directement sur les dernières avancées de la recherche scientifique. Il n'y a pas non plus d'inspecteurs au niveau de l'enseignement supérieur.

- Troisièmement, des éléments essentiels à tout régime juridique libéral du monde universitaire ne sont pas consacrés dans l'art. 33, à l'instar des principes de la liberté de la recherche et de l'autonomie institutionnelle. N'est pas non plus mentionné le rôle de l'Etat dans le financement de la recherche universitaire.

Au vu de cette situation, je propose de scinder la matière de l'enseignement en deux et de prévoir un article spécifique (« article 33bis ») pour ce qui est de l'enseignement et de la recherche universitaires.

Proposition d'un nouvel article à insérer après l'art. 33 de la proposition 6030

« Art. 33bis »

- (1) La liberté de la recherche scientifique et de l'enseignement supérieur est garantie. La science est responsable à l'égard de la société et des générations futures. Elle a droit au soutien financier de l'Etat.**
- (2) L'Université du Luxembourg jouit de l'autonomie dans les conditions fixées par la loi.**
- (3) L'accès aux études supérieures est ouvert à tous en fonction du mérite. La loi peut prévoir l'instauration de *numerus clausus*. Elle organise un système d'aides financières pour les étudiants.**
- (4) Toute personne est libre de faire ses études supérieures au Luxembourg ou à l'étranger, sous réserve des conditions d'accès à certaines professions réglementées et des règles de reconnaissance des diplômes.**

Cette proposition d'article s'inspire de diverses solutions étrangères, tout en tenant compte du contexte luxembourgeois.

Pour ce qui de la scission de l'art. 33 et l'ajout d'un article nouveau réservé exclusivement à l'enseignement supérieur

La solution actuelle, mélangeant à la fois enseignement primaire et secondaire et enseignement supérieur, n'est pas totalement satisfaisante. Si le premier type d'enseignement est marqué par le contrôle de l'Etat (fixation du programme, des livres, inspection des cours, etc.), le second est censé échapper à ce type de surveillance étatique.

De nombreux textes constitutionnels étrangers distinguent désormais les deux.

Ex : Loi fondamentale **allemande** 1949, art. 5 et 7

Art. 5

(1) Jeder hat das Recht, seine Meinung in Wort, Schrift und Bild frei zu äußern und zu verbreiten und sich aus allgemein zugänglichen Quellen ungehindert zu unterrichten. Die Pressefreiheit und die Freiheit der Berichterstattung durch Rundfunk und Film werden gewährleistet. Eine Zensur findet nicht statt.

(2) Diese Rechte finden ihre Schranken in den Vorschriften der allgemeinen Gesetze, den gesetzlichen Bestimmungen zum Schutze der Jugend und in dem Recht der persönlichen Ehre.

(3) Kunst und Wissenschaft, Forschung und Lehre sind frei. Die Freiheit der Lehre entbindet nicht von der Treue zur Verfassung.

Art. 7

(1) Das gesamte Schulwesen steht unter der Aufsicht des Staates.

(2) Die Erziehungsberechtigten haben das Recht, über die Teilnahme des Kindes am Religionsunterricht zu bestimmen.

(3) Der Religionsunterricht ist in den öffentlichen Schulen mit Ausnahme der bekenntnisfreien Schulen ordentliches Lehrfach. Unbeschadet des staatlichen Aufsichtsrechtes wird der Religionsunterricht in Übereinstimmung mit den Grundsätzen der Religionsgemeinschaften erteilt. Kein Lehrer darf gegen seinen Willen verpflichtet werden, Religionsunterricht zu erteilen.

(4) Das Recht zur Errichtung von privaten Schulen wird gewährleistet. Private Schulen als Ersatz für öffentliche Schulen bedürfen der Genehmigung des Staates und unterstehen den Landesgesetzen. Die Genehmigung ist zu erteilen, wenn die privaten Schulen in ihren Lehrzielen und Einrichtungen sowie in der wissenschaftlichen Ausbildung ihrer Lehrkräfte nicht hinter den öffentlichen Schulen zurückstehen und eine Sonderung der Schüler nach den Besitzverhältnissen der Eltern nicht gefördert wird. Die Genehmigung ist zu versagen, wenn die wirtschaftliche und rechtliche Stellung der Lehrkräfte nicht genügend gesichert ist.

(5) Eine private Volksschule ist nur zuzulassen, wenn die Unterrichtsverwaltung ein besonderes pädagogisches Interesse anerkennt oder, auf Antrag von Erziehungsberechtigten, wenn sie als Gemeinschaftsschule, als Bekenntnis- oder Weltanschauungsschule errichtet werden soll und eine öffentliche Volksschule dieser Art in der Gemeinde nicht besteht.

(6) Vorschulen bleiben aufgehoben.

Ex : la nouvelle Constitution de la Confédération **suisse** de 1999 (art. 20 et 19)

Art. 19 [Droit à un enseignement de base] : Le droit à un enseignement de base suffisant et gratuit est garanti.

Art. 20 [Liberté de la science] : La liberté de l'enseignement et de la recherche scientifiques est garantie.

Certains textes, plus rares, mélangent les deux.

Déclaration universelle des droits de l'homme, 1948, art. 26

1. Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. L'enseignement élémentaire est obligatoire. L'enseignement technique et professionnel doit être généralisé ; l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite.
2. L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux ou religieux, ainsi que le développement des activités des Nations Unies pour le maintien de la paix.
3. Les parents ont, par priorité, le droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants.

Constitution de l'Italie (art. 33 Const. 1948)
Constitution Finlande (art. 16 Const. 2000)

Constitution **portugaise**, 1976

Article 73 (L'éducation, la culture et la science)

1. Toute personne a droit à l'éducation et à la culture.
2. L'Etat doit promouvoir la démocratisation de l'éducation et créer les conditions qui lui permettront de contribuer, à travers l'école et les autres moyens de formation, à l'égalité des chances, à la correction des inégalités économiques, sociales et culturelles, au développement de la personnalité et de l'esprit de tolérance, de compréhension mutuelle, de solidarité et de responsabilité, au progrès social et à la participation démocratique à la vie collective.
3. L'Etat doit promouvoir la démocratisation de la culture, en encourageant et en assurant l'accès de tous les citoyens aux plaisirs culturels et à la création artistique, en collaboration avec les médias, les associations et les fondations à finalité culturelle, les collectivités de culture et de loisirs, les associations de défense du patrimoine culturel, les organisations d'habitants et les autres agents de la culture.
4. La création et la recherche scientifiques, ainsi que l'innovation technologique, sont encouragées et soutenues par l'État, de façon à garantir leur liberté et leur autonomie, le renforcement de la compétitivité et la coordination entre les institutions scientifiques et les entreprises.

Pour ce qui est de la consécration de la liberté de la science (recherche et enseignement) et la question de ses limites (responsabilité éthique et sociale)

La consécration constitutionnelle de la liberté de la science (i.e. liberté de la recherche scientifique et de l'enseignement scientifique) est une solution aujourd'hui assez consensuelle.

Elle est d'ailleurs très ancienne dans certains pays, particulièrement en Allemagne. La première Constitution en Europe à avoir reconnu la liberté de la science est la Constitution prussienne, et ce dès 1848.

Verfassung **Preussens** von 1848

Art. 17. Die Wissenschaft und ihre Lehre ist frei.

Verfassung der **Weimarer Republik**, 1919

Artikel 142. Die Kunst, die Wissenschaft und ihre Lehre sind frei. Der Staat gewährt ihnen Schutz und nimmt an ihrer Pflege teil.

Österreich, Staatsgrundgesetz über die allgemeinen Rechte der Staatsbürger (1867), art. 17 et 17a (toujours en vigueur à l'heure actuelle) :

Artikel 17.

Die Wissenschaft und ihre Lehre ist frei.

Unterrichts- und Erziehungsanstalten zu gründen und an solchen Unterricht zu ertheilen, ist jeder Staatsbürger berechtigt, der seine Befähigung hiezu in gesetzlicher Weise nachgewiesen hat.

Der häusliche Unterricht unterliegt keiner solchen Beschränkung.

Für den Religionsunterricht in den Schulen ist von der betreffenden Kirche oder Religionsgesellschaft Sorge zu tragen.

Dem Staate steht rücksichtlich des gesammten Unterrichts- und Erziehungswesens das Recht der obersten Leitung und Aufsicht zu.

Artikel 17a. Das künstlerische Schaffen, die Vermittlung von Kunst sowie deren Lehre sind frei.

De nos jours, la garantie de la liberté de la science fait partie des « *must* » d'une Constitution moderne. C'est une solution de plus en plus fréquente. Parmi les nombreux exemples, voir Allemagne (Art. 5 GG), Autriche (art. 17 et 17a Staatsgrundgesetz über die allgemeinen Rechte der Staatsbürger, 1867), Italie (art. 33 Const. 1948), Grèce (art. 16 Const. 1975), Espagne (art. 20 Const. 1978), Finlande (art. 16 Const. 2000), Suisse (art. 20 Const. Confédération 1999), etc.

Constitution italienne, 1948, art. 33

L'art et la science sont libres ainsi que leur enseignement.

La République fixe les règles générales concernant l'instruction et crée des écoles d'Etat pour tous les ordres et tous les degrés.

Les institutions (*enti*) et les particuliers ont le droit de créer des écoles et des instituts d'éducation, sans charges pour l'Etat.

La loi, en fixant les droits et les obligations des écoles ne relevant pas de l'Etat qui demandent la parité, doit assurer à celles-ci une pleine liberté et à leurs élèves un traitement scolaire équivalent à celui des élèves des écoles de l'Etat.

Un examen d'Etat est institué pour l'admission aux divers ordres et degrés d'enseignement ou à la fin de ceux-ci et pour l'obtention des titres d'aptitude professionnelle.

Les institutions de haute culture, les universités et les académies ont le droit de se donner des statuts autonomes dans les limites fixées par les lois de l'Etat.

Constitution espagnole, art. 20

1. Sont reconnus et protégés :

- a) le droit d'exprimer et de diffuser librement les pensées, les idées et les opinions par la parole, par l'écrit ou par tout autre moyen de reproduction
- b) le droit à la production et à la création littéraire, artistique, scientifique et technique
- c) le droit à la liberté d'enseigner en chaire
- d) le droit de communiquer et de recevoir librement une information véridique par tout moyen de diffusion. La loi règle le droit à la clause de conscience et au secret professionnel dans l'exercice de ces libertés.

2. L'exercice de ces droits ne peut être restreint par aucune sorte de censure préalable.

3. La loi règle l'organisation et le contrôle parlementaire des moyens de communication sociale qui dépendent de l'Etat ou de toute entité publique. Elle garantit l'accès à ces moyens aux groupes sociaux et politiques significatifs, en respectant le pluralisme de la société et des différentes langues d'Espagne.

4. Ces libertés ont pour limite le respect des droits reconnus au présent titre, les principes contenus dans les lois qui les développent et notamment, le droit à l'honneur, à l'intimité, à l'image et à la protection de la jeunesse et de l'enfance.

5. La saisie de publications, d'enregistrements ou d'autres moyens d'information ne peut être effectuée qu'en vertu d'une décision judiciaire.

Grèce, art. 16, Const. 1975

(1) L'art et la science, la recherche et l'enseignement sont libres; leur développement et leur promotion constituent une obligation de l'Etat. La liberté universitaire et la liberté d'enseignement ne dispensent pas du devoir d'obéissance à la Constitution.

Constitution finlandaise, art 16 (Droits culturels)

Chacun a le droit de recevoir un enseignement de base gratuit. L'obligation scolaire est réglée par la loi.

L'Etat garantit à chacun, conformément à des dispositions plus précises fixées dans une loi, une égale possibilité d'accéder, selon ses capacités et ses besoins particuliers, à une instruction allant au-delà de l'enseignement de base ainsi que de se perfectionner, sans que le dénuement constitue un obstacle.

La liberté de la recherche scientifique, de l'expression artistique et de l'enseignement supérieur est garantie.

A noter : la liberté de la science est également consacrée au niveau international, dans le **Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels** de 1966 (art. 15). Mais cela ne devrait pas empêcher le constituant luxembourgeois de consacrer celle-ci, de manière plus précise et spécifique, dans le texte de la nouvelle Constitution.

Article 15

1. Les Etats parties au présent Pacte reconnaissent à chacun le droit:

- a) De participer à la vie culturelle;
- b) De bénéficier du progrès scientifique et de ses applications;
- c) De bénéficier de la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique dont il est l'auteur.

2. Les mesures que les Etats parties au présent Pacte prendront en vue d'assurer le plein exercice de ce droit devront comprendre celles qui sont nécessaires pour assurer le maintien, le développement et la diffusion de la science et de la culture.

3. Les Etats parties au présent Pacte s'engagent à respecter la liberté indispensable à la recherche scientifique et aux activités créatrices.

4. Les Etats parties au présent Pacte reconnaissent les bienfaits qui doivent résulter de l'encouragement et du développement de la coopération et des contacts internationaux dans le domaine de la science et de la culture.

La question qui est plus rarement abordée, de manière explicite, dans les textes constitutionnels est celle des limites de la liberté de la science (le risque d'une science sans conscience). Faut-il inculquer un esprit critique aux futurs scientifiques ?

La question est thématifiée notamment dans les constitutions allemandes.

Loi fondamentale **allemande** 1949, art. 5 et 7

Art. 5 (3) Kunst und Wissenschaft, Forschung und Lehre sind frei. Die Freiheit der Lehre entbindet nicht von der Treue zur Verfassung.

Pour une solution similaire, cf. Grèce art. 16 Const. 1975

Une formulation plus large et récente : Verfassung des Landes **Mecklenburg-Vorpommern** vom 23. Mai 1993

Artikel 7 (Freiheit von Kunst und Wissenschaft)

(1) Kunst und Wissenschaft, Forschung und Lehre sind frei. Die Freiheit der Lehre entbindet nicht von der Treue zur Verfassung.

(2) Forschung unterliegt gesetzlichen Beschränkungen, wenn sie die Menschenwürde zu verletzen oder die natürlichen Lebensgrundlagen nachhaltig zu gefährden droht.

(3) Hochschulen sind in der Regel Körperschaften des öffentlichen Rechts. Sie verfügen im Rahmen der Gesetze über das Recht zur Selbstverwaltung. In akademischen Angelegenheiten sind sie weisungsfrei.

(4) Auch andere wissenschaftliche Einrichtungen haben das Recht der Selbstverwaltung im Rahmen der Gesetze.

Pour ce qui est du principe d'un soutien financier de l'Etat à la recherche et à l'enseignement universitaire

Fréquemment les textes constitutionnels comportent une clause dont l'objet est de garantir le principe d'un soutien financier de l'Etat à la science, sans toutefois en

indiquer le montant. L'exigence porte tout au plus sur un niveau de financement « suffisant ».

Verfassung des Landes **Mecklenburg-Vorpommern** vom 23. Mai 1993, art. 16
Artikel 16 (Förderung von Kultur und Wissenschaft)

(1) Land, Gemeinden und Kreise schützen und fördern Kultur, Sport, Kunst und Wissenschaft. Dabei werden die besonderen Belange der beiden Landesteile Mecklenburg und Vorpommern berücksichtigt.

(2) Das Land schützt und fördert die Pflege der niederdeutschen Sprache.

(3) Hochschulen und andere wissenschaftliche Einrichtungen sollen in ausreichendem Maße eingerichtet, unterhalten und gefördert werden. Freie Träger sind zugelassen.

(4) Land, Gemeinden und Kreise fördern Einrichtungen der Jugend- und Erwachsenenbildung.

Pour ce qui est d'un système de bourses et d'aides de l'Etat en faveur des étudiants

A l'heure actuelle, la Constitution luxembourgeoise (art. 23 al. 3) prévoit l'existence d'un système de bourses et d'aides financières de l'Etat à l'égard des étudiants afin de pouvoir financer leurs études universitaires. Pourquoi supprimer cet acquis du modèle luxembourgeois d'Etat providence ? C'est un élément crucial pour garantir l'effectivité de l'égal accès à l'enseignement.

Pour ce qui est du droit d'accès des élèves (ou de personnes déjà insérées dans le monde du travail) à l'enseignement supérieur

Il serait utile de mentionner dans la Constitution le principe d'une possible sélection des étudiants selon le mérite, ce qui permettrait de fonder, au niveau constitutionnel, le principe du *numerus clausus* retenu par le législateur de 2003.

Voir, sur ce point, déjà la **Déclaration universelle des droits de l'homme**, 1948
Article 26

4. Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. L'enseignement élémentaire est obligatoire. L'enseignement technique et professionnel doit être généralisé ; l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite.

Constitution du **Portugal**, 1976

Article 76 (L'université et l'admission dans l'enseignement supérieur)

1. Les règles d'accès à l'université et aux autres établissements de l'enseignement supérieur garantissent l'égalité des chances et le caractère démocratique du système d'enseignement, en tenant compte des besoins en cadres qualifiés et de l'élévation du niveau éducatif, culturel et scientifique du pays.
2. Les universités jouissent de l'autonomie statutaire, scientifique, pédagogique, administrative et financière, dans les conditions prévues par la loi, sous réserve de l'évaluation appropriée de la qualité de l'enseignement sera évaluée de façon appropriée.

Pour ce qui est de l'autonomie institutionnelle de l'Université du Luxembourg

La reconnaissance de l'autonomie des universités est de plus en plus fréquente dans les constitutions étrangères.

Pour un exemple très ancien, qui remonte aux origines du constitutionnalisme, voir la Constitution du **Massachusetts** de 1780 dont le chapitre V, section 1, est entièrement consacré à *Harvard University*.

Chapter V. THE UNIVERSITY AT CAMBRIDGE, AND ENCOURAGEMENT OF LITERATURE, ETC.
Section 1. The University.³

Article I. Whereas our wise and pious ancestors, so early as the year one thousand six hundred and thirty-six, laid the foundation of Harvard College, in which university many persons of great eminence have, by the blessing of God, been initiated in those arts and sciences, which qualified them for public employments, both in church and state: and whereas the encouragement of arts and sciences, and all good literature, tends to the honor of God, the advantage of the Christian religion, and the great benefit of this and the other United States of America -- it is declared, that the President and Fellows of Harvard College, in their corporate capacity, and their successors in that capacity, their officers and servants, shall have, hold, use, exercise and enjoy, all the powers, authorities, rights, liberties, privileges, immunities and franchises, which they now have or are entitled to have, hold, use, exercise and enjoy; and the same are hereby ratified and confirmed unto them, the said president and fellows of Harvard College, and to their successors, and to their officers and servants, respectively, forever.

Article II. And whereas there have been at sundry times, by divers persons, gifts, grants, devises of houses, lands, tenements, goods, chattels, legacies and conveyances, heretofore made, either to Harvard College in Cambridge, in New England, or to the president and fellows of Harvard College, or to the said college, by some other description, under several charters successively: it is declared, that all the said gifts, grants, devises, legacies and conveyances, are hereby forever confirmed unto the president and fellows of Harvard College, and to their successors in the capacity aforesaid, according to the true intent and meaning of the donor or donors, grantor or grantors, deviser or devisors.

Article III. [And whereas, by an act of the general court of the colony of Massachusetts Bay passed in the year one thousand six hundred and forty-two, the governor and deputy-governor, for the time being, and all the magistrates of that jurisdiction, were, with the president, and a number of the clergy in the said act described, constituted the overseers of Harvard College: and it being necessary, in this new constitution of government to ascertain who shall be deemed successors to the said governor, deputy-governor and magistrates; it is declared, that the governor, lieutenant governor, council and senate of this commonwealth, are and shall be deemed, their successors, who with the president of Harvard College, for the time being, together with the ministers of the congregational churches in the towns of Cambridge, Watertown, Charlestown, Boston, Roxbury, and Dorchester, mentioned in the said act, shall be, and hereby are, vested with all the powers and authority belonging, or in any way appertaining to the overseers of Harvard College; provided, that] nothing herein shall be construed to prevent the legislature of this commonwealth from making such alterations in the government of the said university, as shall be conducive to its advantage and the interest of the republic of letters, in as full a manner as might have been done by the legislature of the late Province of the Massachusetts Bay.

³ Cité dans sa version actuelle (2015). <https://malegislature.gov/Laws/Constitution>

Parmi les exemples récents :

Constitution de l'Italie (art. 33 Const. 1948)

Const. **Portugal** 1976, art. 76

Article 76 (L'université et l'admission dans l'enseignement supérieur)

1. Les règles d'accès à l'université et aux autres établissements de l'enseignement supérieur garantissent l'égalité des chances et le caractère démocratique du système d'enseignement, en tenant compte des besoins en cadres qualifiés et de l'élévation du niveau éducatif, culturel et scientifique du pays.
2. Les universités jouissent de l'autonomie statutaire, scientifique, pédagogique, administrative et financière, dans les conditions prévues par la loi, sous réserve de l'évaluation appropriée de la qualité de l'enseignement sera évaluée de façon appropriée.

Landesverfassung **Nord-Rhein Westfalen**, 1950 (version actuelle)⁴:

Artikel 16

(1) Die Universitäten und diejenigen Hochschulen, die ihnen als Stätten der Forschung und der Lehre gleichstehen, haben, unbeschadet der staatlichen Aufsicht, das Recht auf eine ihrem besonderen Charakter entsprechende Selbstverwaltung im Rahmen der Gesetze und ihrer staatlich anerkannten Satzungen.

(2) Zur Ausbildung ihrer Geistlichen haben die Kirchen und zur Ausbildung ihrer Religionsdiener die Religionsgemeinschaften das Recht, eigene Anstalten mit Hochschulcharakter zu errichten und zu unterhalten.

*

⁴ https://recht.nrw.de/lmi/owa/br_text_anzeigen?v_id=2320020927105939563